



**PRÉFET  
DE L'YONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales  
Bureau de l'environnement**

**Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2025- 113**

**du - 5 MAI 2025**

**portant prescriptions complémentaires à la société ENTREPRISE G. CLOUTIER  
pour la carrière de roche calcaire et l'installation de traitement  
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-CYR-LES-COLONS**

Le Préfet de l'Yonne,

**VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 2515 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux de carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc..., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2009-067 du 9 février 2009 autorisant, pour une durée de 17 ans, la société ENTREPRISE G. CLOUTIER à exploiter une carrière de roche calcaire et une installation de traitement sur le territoire de la commune de SAINT-CYR-LES-COLONS ;

**VU** la demande de prolongation figurant dans le porter à connaissance transmis le 30 novembre 2023 par la société ENTREPRISE G. CLOUTIER ;

**VU** le rapport du 1<sup>er</sup> avril 2025 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 8 avril 2025 ;

**VU** les observations du demandeur sur ce projet d'arrêté transmises le 28 avril 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation de la carrière faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 2510-1, de l'enregistrement pour la rubrique 2515, et de la déclaration pour la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que la réduction de la cadence de production moyenne entraîne une prolongation la durée d'extraction du gisement (estimé au 1<sup>er</sup> janvier 2023 à 712 000 t) au sein de l'emprise concernée par l'autorisation en vigueur ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux de remise en état prévus permettent un retour à la vocation agricole des terrains, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les matériaux inertes extérieurs sont des déblais issus des travaux du projet de Liaison sud d'Auxerre et de la fermeture programmée d'installations de stockage de déchets inertes locales ;

**CONSIDÉRANT** que la société ENTREPRISE G. CLOUTIER possède les capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter et remettre en état la carrière ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications de l'exploitation de la carrière envisagées par la société ENTREPRISE G. CLOUTIER ne présentent pas un caractère substantiel ;

**CONSIDÉRANT** qu'en égard aux caractéristiques du projet, il convient toutefois d'édicter des prescriptions complémentaires, en application du R. 181-46-II du code de l'environnement, dans le but de prévenir les impacts liés à ce projet ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

L'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2009-067 du 9 février 2009 autorisant la société ENTREPRISE G. CLOUTIER, dont le siège social est situé 12 route d'Augy, Le Petit Vaux, 89290 CHAMPS-SUR-YONNE, à exploiter, pour une durée de 17 ans, une carrière de roche calcaire et une installation de traitement sur le territoire de la commune de SAINT-CYR-LES-COLONS, est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 – Prolongation de l'autorisation d'exploiter**

L'article 1.4.1 alinéa 2 est ainsi modifié :

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 24 ans à compter du 9 février 2009.

### **Article 3 – Prolongation de la durée d'extraction**

La durée d'extraction est accordée pour une durée de 21 ans à compter du 9 février 2009.

#### **Article 4 – Emprise des modifications**

Les parcelles concernées par les présentes modifications sont désignées dans le tableau ci-après :

Commune	Section	Lieu-dit	Parcellaire	Surface autorisée (m²)	Surface d'extraction sollicitée(m²)
Saint-Cyr-Les-Colons	C	Les Chagniat	379	1 435	538
			380	14 288	2 256
	YI		31	60 228	33 682
			46p	9 400	2 872
			<b>Total</b>	<b>168 317</b>	<b>39 348</b>

#### **Article 5 – Dispositions non modifiées**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 demeurent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 6 – Actualisation des garanties financières**

Le tableau figurant à l'article 1.6.2 est ainsi modifié :

Le montant de garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :

Situation	S1	S2 total	S2 (0-5 ha)	S2 (5-10 ha)	S2 (>10ha)	S3	S1C1+S2C2+S3C3	CR
<b>Phase 1 2023-2028</b>	5.28	4.30	4.30	0.00	0.00	0.52	247 420.40	338 380.88
<b>Phase 2 2028-2033</b>	5.28	4.36	4.36	0.00	0.00	0.30	245 687.30	336 010.64

*Tableau : Mise à jour des garanties financières*

#### **Article 7 – Modalités de remise en état**

L'article 2.5.1 est ainsi modifié :

La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

##### **Fronts de taille**

1. Talutage des fronts sud et est à au plus 45 ° par apport de stériles.
2. Talutage du front nord-est à 30°.
3. Régilage de 0,20 m de terres végétales sur ces remblais.
4. Talus de remblayage au nord-ouest à 30 °.
5. Ensemencement des talus.

##### **Carreau**

1. Nettoyage de l'ensemble des terrains et suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site.
2. Remblayage partiel du carreau sur une hauteur de 0,3 à 1 m.
3. Régilage de 0,20 m minimum de terres arables sur l'ensemble du carreau.
4. Épierrage, en cas de nécessité, des terrains remblayés et végétalisés.

### Plateau agricole

1. Reconstitution d'un plateau agricole à la topographie d'origine. Le modelé varie entre 249 m NGF au Nord et 261 m NGF au Sud.
2. Une pente enherbée à 2/1 permet de rejoindre le plateau agricole créé en contrebas au fond de la carrière.

### Aménagements annexes

1. Enlèvement de la signalisation réglementaire relative à l'activité d'exploitation de la carrière.
2. Suppression de tous les merlons.
3. Réalisation d'une rampe d'accès de 4 m de large en pente douce (10 %) afin que des engins agricoles puissent accéder au carreau réaménagé en partie basse.

Le remblayage de la carrière par apport de matériaux inertes extérieurs est autorisé pour un total de 500 000 m<sup>3</sup> ainsi que des terres végétales dans la limite de 1 000 m<sup>3</sup> par an.

### **Article 8 - Remblayage**

L'article 2.5.1.4 est modifié ainsi :

Le remblayage de la carrière par apport de matériaux extérieurs est autorisé dans la limite de 500 000 m<sup>3</sup>. Les apports annuels sont limités à 100 000 tonnes en moyenne avec un maximum à 120 000 tonnes.

L'admission et le contrôle de ces matériaux inertes extérieurs seront effectués au niveau de la plateforme dédiée qui sera mise en place dans l'emprise de la carrière et qui sera évolutive en fonction de l'avancée du remblaiement. Le respect des conditions réglementaires d'admission de matériaux extérieurs, et la mise en place d'une procédure de contrôle et de tri de ces matériaux sur site garantiront leurs caractères inertes. Ainsi, aucun matériau pouvant porter atteinte à l'environnement ne sera utilisé pour la remise en état du site.

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon déroulement des eaux.

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

### **Article 9 - Critères d'acceptation des déchets inertes**

La nature des matériaux inertes extérieurs sera conforme à l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ainsi qu'à l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Une procédure d'acceptation préalable sera mise en place sur le site avec l'édition d'un bon d'acceptation préalable (BAP).

La sélection des matériaux s'effectuera à l'arrivée des camions sur site qui passeront systématiquement par un pont-bascule. Après vérification des documents d'accompagnement des matériaux apportés, un premier contrôle visuel et olfactif est réalisé à la bascule. Un deuxième contrôle visuel et olfactif sera réalisé au déchargement par le conducteur de l'engin chargé de la manutention des matériaux pour leur stockage final.

Les remblais extérieurs seront constitués de produits inertes non susceptibles de porter atteinte à la qualité des sols et des eaux souterraines et superficielles.

#### **Article 10 - Procédure d'acceptation des déchets inertes**

Les conditions d'admission des remblais extérieurs devront être conformes à l'alinéa III de l'article 12.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié, et aux articles 5 et suivants de l'arrêté du 12 décembre 2014.

Tout déchet inerte non visé par la liste de l'annexe II du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation, doit faire l'objet d'une demande d'acceptation préalable contenant a minima une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe III du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Ce document, d'une validité d'un an, devra comprendre les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, les résultats de l'acceptation préalable (contrôles olfactifs et visuels) seront annexés à ce document.

Un exemplaire original devra être conservé par l'exploitant de la carrière pendant au moins trois ans et devra être tenu à disposition de l'inspection des installations classées (article L. 541-44 du code de l'environnement).

#### **Article 11 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ENTREPRISE G. CLOUTIER.

#### **Article 12 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Dijon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité de publicité accomplie entre :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) la publication sur le site internet des services de l'État prévue au 4° du même article ;

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, dont l'exercice interrompt les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

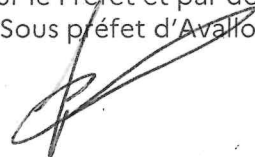
### **Article 13 - Exécution**

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de SAINT-CYR-LES-COLONS,
- Monsieur le Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL,
- Madame la Directrice départementale des territoires de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur général l'Agence régionale de la santé Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **- 5 MAI 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous préfet d'Avallon,



Sébastien HENNON